

Enbata

HEBDOMADAIRE
POLITIQUE
BASQUE
24 janvier 2013
n° 2263
1,30 €

La France des ténèbres

**Marion
Richard**

**L'énergie
des territoires**

ISSN 0294-4596



9 770294 459006



Catalogne souveraine première étape

LORSQUE vous lirez ces lignes, le parlement catalan aura déjà adopté le 23 janvier la «*Déclaration de souveraineté du peuple catalan*». Elle marque le coup d'envoi d'une bataille qui durera deux ou trois ans, pour déboucher sur la mise en œuvre d'une consultation référendaire en vue de la création d'un Etat.

Cette déclaration a fait l'objet entre les différentes formations politiques du pays, d'un débat très animé qui éclaire de quoi seront faites les joutes futures. Le parti CiU qui dirige le pays, a tenté d'obtenir des socialistes espagnols un vote favorable à cette déclaration dont le projet soumis aux députés du parlement autonome définit le peuple catalan comme une «*entité politique et juridique souveraine*», détentrice du «*droit à l'autodétermination*» et donc à même «*de faire de la Catalogne un nouvel Etat européen*». CiU qui détient la majorité grâce au vote des indépendantistes républicains d'ERC, veut donner davantage de force politique au texte en le faisant approuver par 80% des députés. Elle a donc accepté de retirer dans son libellé toute référence à un futur Etat catalan. Las, les socialistes veulent d'abord respecter la «*légalité en vigueur*» dans le royaume d'Espagne. Ils s'en tiennent à un référendum obligatoirement organisé avec l'accord de Madrid et à un projet de constitution fédérale ouvrant la porte à ce type de consultation. Leur principal argument est de dire que les Ecossais et les Québécois ont d'abord négocié le référendum avec Londres et avec Ottawa.

Plus gênant, au sein de Convergencia i Unió (CiU), des voix discordantes se font entendre. Josep Antoni Duran Lleida, leader minoritaire de Unió et opposé à l'indépendance, désire tout reprendre à zéro à l'occasion du vote du 23. Il veut bien d'une consultation, mais rien aujourd'hui ne doit préjuger de l'objectif à atteindre et tout doit se faire dans le strict respect de la légalité... Avec bien entendu pour but de donner à la déclaration un poids plus fort: il serait terriblement dangereux de faire adopter un tel texte avec seulement 51% des voix! Voilà comment Unió veut vider ce texte de son contenu souverainiste.

Pendant ce temps, Madrid joue les préliminaires de ce premier round. L'Etat traîne en justice la municipalité d'Arenys de Munt qui s'est déclarée «*territoire catalan libre et souverain*». Le Tribunal constitutionnel suspend le 15 janvier les taxes judiciaires et l'impôt sur les dépôts bancaires que la Generalitat vient de commencer à percevoir. Le

roi admoneste Ignacio Escolar, comte de Godó, Grand d'Espagne et propriétaire du principal quotidien de Barcelone, *La Vanguardia*: la ligne du journal est beaucoup trop catalaniste au goût du monarque.

Mais tout cela ne sont que petites escarmouches. En réalité, les deux parties en présence ont examiné de près et tiré les leçons de la défaite de Juan José Ibarretxe. Mariano Rajoy ne veut pas se lancer dans des pétitions nationales ou des recours voués à l'échec, comme le fit en 2003 José Maria Aznar contre le projet basque de souveraineté-association. D'autant que le Tribunal constitutionnel est aujourd'hui plutôt dominé par des magistrats hostiles à la droite et que la déclaration du 23 est dénuée de toute portée juridique. Le chef de l'exécutif espagnol ne veut pas non plus faire du leader de CiU Artur Mas, une victime en s'acharnant sur lui. Ce serait le renforcer aux yeux des Catalans. Il préfère résister à l'excitation des nationalistes espagnols et attendre son heure. Pour l'instant, il bougera ses pions le moins possible. En cette partie d'échecs, il compte bien que le temps fera son œuvre avec la pression des milieux économiques sur CiU et les tiraillements qui ne manqueront de se produire au sein même de la coalition, mais aussi avec ses partenaires, ERC, écologistes d'ICV ou le CUP (indépendantistes d'extrême gauche). Rajoy s'attachera donc discrètement à aiguïser les contradictions de son adversaire.

Artur Mas n'a pas vraiment intérêt à faire approuver une loi référendaire par le parlement catalan. Elle serait immédiatement suspendue par l'Espagne et tuerait dans l'œuf le processus. C'est dans la phase finale de l'opération, la mise en œuvre concrète du référendum, que les choses se joueront. Le Tribunal constitutionnel le déclarera provisoirement illégal en attendant une décision définitive de la haute cour qui peut arriver bien plus tard. Artur Mas devra alors faire un choix crucial, soit quitter la légalité espagnole, soit attendre la décision définitive du tribunal. Eventuellement convoquer de nouvelles élections pour gagner du temps. La course de lenteur va durer.

La Catalogne pose désormais à l'Espagne un problème politique majeur, un des plus graves depuis trente ans. Certains persistent à nous dire benoîtement que la question de l'indépendance est un «*concept très relatif dans un monde globalisé*». Mais pourquoi diable ne l'accordent-ils pas plus aisément aux peuples qui la réclament?

Itxurakeria eta aterabideak

HILABETE bukaera honetan iraganen diren Paueko «*Chambre d'agriculture*»-eko hauteskundeen kariatat, FDSEA-JA eta ELB-Confédération Paysanne-aren artean Euskal Irratiek eta Kanaldudek eztabaida gau aberats bat antolatu dute duela gutti.

Eztabaida animatu bezain interesgarria huts egin dutenentzat, zinez balio du Kanalduden berriz bideoen ikustea.

Argi uzten dute bi laborantza ereduren arteko ezberdintasuna. Alde batetik balizko eraginkortasunaren eta lehiaren munduaren izenean, betiko itxurazko erremedioak. Beste aldetik, laborarien, herritarren eta naturaren artean orekaren bilatze-xedea, edo elkarlanaren eta hurbiltasunaren haritik laborantza herrikoi eta iraunkorrari buruzko aterabideak!

Ber maneran, eztabaiak agerian eman du hauteskundeen egiteko bi moldeen arteko desberdintasuna ere. Poderean den hautagaiak, bilana egiteko uanean harro, handinahi edo hantuste itxurarekin arizan da. Pertsona ospetsuak honerak ekararaziz, diru laguntzak ekarraziz, etab. Hots, «*nola disdiratsua*» gorai patuz... «*zer eta zertako*» sakondu gabe. ELB-ko hautagaiak aldiz, beren bilana egiteko uanean, laborantza eredu bat argi eta garbi irudiztatu du: OGM edo JAOrrik gabekoa, herritar, kontsumitzaile eta laborarien arteko elkarlanaren ha-

ritik doana (Lurrarna adibide gisa emanaz), ingurumenaren arloan denen arteko aterabideak atxemaiteko bideak marraztuz, etab.

Bestalde, joan den asteburuan, «*aterabideen arloan*», EHLGren 8. urtebetetzeak laborantza arloan laborientzat eta jendartarentzat onuragarriak diren hainbat neurri eta proiektu ezagutzeko parada eskaini die parte hartzaileer.

Zinez on egiten du ikustea laborari eta herritarren gehien-goaren sustenguz sortu eta babestu den proiektuak zein ongi betetzen dituen bere egin beharrak! Argi da EHLGk, agronomia lagun, herritar laborari eta herritar kontsumitzaileak eta ingurumena konduan hartuz, laborantza eredu herrikoi eta iraunkor bat garatzen eta zabaltzen duela! Lurraldearen dinamika sustatuz, hemengo berezitasunak landuz eta garatuz.

Azkenik, lurraren gaia ere aipatua izan da Lurzaindiaren sortzea dela medio! EHLGko Biltzar nagusi bukaeran presentatua izan da Lurzaindia, tresna berri, baikor eta eraginkorra. Herritarrek, enpresek, elkarteek, elkargoek (herriko etxeek, etab.) Lurzaindiari esker, beren diru ekarpenekin, Euskal Herriko lurra laborantza-erantz atxikitze indarrak batzeko parada ukanen dute! Adi egon gaiten beraz ondoko egun eta asteetan Lurzaindiaren deiari!



CETTE SEMAINE

TARTARO

S'EST ÉTONNÉ

Marque territoriale espoirs, malgré tout

● Pantxo Bimboire

Le génie est «une longue patience» comme l'affirmait de Broglie (connu pour ses avancées en matière de mécanique ondulatoire). Il masquait ainsi son intuition géniale par la nécessité première de labeur et de modestie. Notre professeur de philosophie, le vénérable Etienne Sallaberry, insistait, à son tour, sur les deux clés de la réussite: le travail, mais encore et surtout le travail.

Les acteurs de la marque territoriale adoptent la même attitude. Ils étaient nombreux à sentir intuitivement qu'il y avait quelque chose à faire. Mais la gestation du projet est longue. Après la phase de formalisation par le Conseil de développement, a eu lieu le travail de fond auprès des acteurs amont et aval dans l'ensemble des secteurs tourisme (cluster Goazen), agroalimentaire (cluster Uztartu), métier d'art, glisse, pour aller plus loin dans le sujet, avec l'appui stratégique de la CCIBPB. C'est maintenant que doit avoir lieu le «passage à l'acte».

Les divers points de vue se confrontent

Le Département assiste et préside avec la Région la MOP (maîtrise d'œuvre publique) et, ainsi, par leurs financements, ces instances ont permis et permettent de mettre en place les étapes nécessaires (les citer toutes serait long, mais cela mettrait en lumière toutes les analyses, les attentes, les résolutions de problème qui ont été le quotidien de deux ans de travail). La dernière MOP de décembre a permis de donner le feu vert pour la mise en place.

La Chambre d'agriculture ne reste pas en dehors de la marque territoriale. On peut, par ailleurs, noter qu'en parallèle de la marque, depuis presque un an, une salariée a été affectée au cluster Uztartu, par la Chambre, pour avancer sur de nombreuses thématiques: blé panifiable, filière viande bovine et autres chantiers de recherche de valeur ajoutée pour le territoire. Même si cette même Chambre d'agriculture n'est pas encore totalement «décontractée» sur des notions d'intérêt stratégique et supérieur, telle que la collectivité, cet apport récent est un plus pour le Pays Basque.

La Chambre des métiers est aussi présente à la MOP, de droit. Je n'ai assisté, en tant que référent CCI qu'à une MOP, et pour celle que j'ai vécu, son implication ne semble pas suffisante, mais je peux me tromper. Sur le domaine le plus avancé du pain panifiable, des expertises de la Chambre pourraient aussi faire avancer les expériences et apporter une caution importante, alors que nul ne conteste, par exemple, la motivation et l'ouverture du président des artisans boulangers, M. Devant.

La Région devrait aussi, à mon sens, s'impliquer. Elle reste encore à convaincre, elle a déjà investi des sommes confortables (on parle de 3 millions d'euros) sur la marque Sud Ouest. Mais il serait utile qu'elle soit sensible, aussi, aux initiatives d'avant-garde des territoires dont elle a la charge de la compétence économique.

Un courrier qui met les pieds dans le plat

Une partie du secteur agroalimentaire (ELB, BLE, Kalitaldeak, filière Bio), celui où nous avons le plus d'amis,



et, pour lequel nous militons, a écrit aux membres de la MOP, pour annoncer qu'il se retirait de la démarche actuelle, en argumentant que pour l'agroalimentaire, il risquait d'y avoir confusion d'une part, entre l'agrément de l'entreprise, respectueuse du territoire, et, d'autre part, la qualification de ses produits (il peut y avoir doute sur l'origine des produits).

Pourtant, nous devons penser que la porte des discussions n'est pas fermée, d'autant plus que le secteur de l'agroalimentaire est primordial dans la démarche de la marque.

Nous voulons aussi croire que, lors de la mise en place de la marque, les choix sur les niveaux d'agrément (part d'achat d'origine Pays Basque sur les produits cuisinés, intégration des AOC comme base si le secteur possède une appellation, etc.), seront bien pesés par la filière chargée d'affiner les critères.

Un syndicat qui doute

A une réunion du Conseil de développement, en décembre, c'est sur ces critères qu'un syndicat a jeté le trouble en doutant sur la mesure objective des avancées.

Il lui a été répondu qu'il pouvait exister des indicateurs rationnels du type salaire minimal d'embauche, taux de prise en charge de mutuelle, part d'emploi précaire CDD/intérim, échelle des salaires, part des bénéfices redistribuée, etc.

Le bénéfice de la bonne foi

Il reste certain que les choses ne sont pas écrites (il serait illusoire de penser qu'une somme intellectuelle de cahiers des charges pour tous les cas possibles contenterait l'ensemble des acteurs).

La solution est la confrontation concrète avec le réel. Je me plais à penser que c'est en marchant qu'on avance. C'est la voie choisie: des conventions de progrès sur trois ans, propres et adaptées à chaque filière, dans lesquelles les entreprises avanceront.

Même pour la communication de la marque, les choses ne sont pas figées: lors du choix de la société de communication, la présidente d'Uztartu, désignée, avec quatre autres intervenants pour poser des questions aux trois sociétés qui proposaient leurs services, a souhaité exposer la problématique liée à l'origine des produits et a recueilli les réponses de ces sociétés.

Les 30.000 entreprises relevant de la CCI ou de la CH des métiers du territoire y ont tout à gagner, le territoire et ses producteurs aussi. Pouvons-nous nous faire mutuellement confiance? Je veux le croire.

●●● qu'une Suédoise vole un train vide et conduise l'engin jusqu'à la fin des voies ferrées avant de l'encaster dans une maison. Ces Suédoises ne savent pas freiner leurs ardeurs.

●●● que, pour avoir obéi à leur GPS, cinq touristes asiatiques parties de Roissy pour se rendre en pèlerinage à Lourdes se soient retrouvées à la chapelle Notre-Dame-de Lourdes à Leuhan dans le Finistère. Pour les indications, la vierge va devoir bientôt reprendre du service, comme au bon vieux temps avec Bernadette.

●●● que le sénateur de Polynésie Gaston Flosse, grand pote à Chirac, ait été condamné par le tribunal correctionnel de Papeete à cinq ans de prison ferme pour trafic d'influence et corruption, dans l'affaire dite de l'Office des postes et télécommunications de Polynésie. Pour Flosse, le roi du flouze, il n'y a qu'un pas de l'atoll à la taule.

●●● de voir Juan Carlos, qui ne se remet pas de son accident de chasse à l'éléphant en Afrique, à peine capable de marcher appuyé sur deux béquilles et l'entendre déclarer: «Je vais divinement bien». Safari-re tout le monde.

●●● pas tant que ça que le PDG de la SNCF annonce que le coût de construction de la LGV Tours-Bordeaux passera de 7 à 10 milliards (+ 40%). Rousset(te) le chauve sourit jaune.

●●● d'apprendre que l'Aquitaine est la région la plus touchée par la gastro-entérite. Au Pays Basque, dans l'adversité, on a l'habitude de serrer les fesses.



Terexa Lekunberri ondarearen gaurkotasuna

Terexa Lekunberri Euskal kultur erakundeetan sartu zenean, 1992-an, bere tesia bukatu eta, ondarearen mundua ez zen ez egituratua, ez ezagutua. Elkarte andana bat bazen, horietarik lehenetan Lauburu elkarte, 1972 sortua, baina gutti gurutzatzen ziren, eta publiko zabalak ez zituen ongi identifikatzen edo bereizten nork zer egiten zuen. Ordutik animazio-koordinazio lan bat eramaten du Terexa-k EKE-n. Hona hogoi urte berantago zein ikuspegi duen bere eta Euskal Kultur Erakundearen ibilbideaz.

ENBATA: Ondarearen karguduna zira Euskal Kultur Erakundeetan, zer da zure lana?

Terexa Lekunberri: Euskal kultur erakundeak eman zidan lehen misioa hauxe izan zen: Ondarearen gidaliburu baten sortzea. Gidaliburu honen haria zen ondarearen zaintza, ikerketan eta hedapenean ari ziren partaide eta tresna desberdinen ezagutaraztea: elkarteak, egitura ofizialak, pertsona lagungarriak, ikerketa zentroak, artxiboguneak, liburutegiak, erakusketak, entzun-ikusgailuak, Hegoaldeko ondareari buruzko erreferenteak. Liburu honen egitean, ohartu ginen partaide eta lantresna hauek guziek elgar topatzea merezi

zutela: horrela sortu zen ondarearen eguna antolatzeko xedea Irisarri. Hau 1992ko urriaren 3an egin zen, euripean abiatu zen eta euripean bukatu... Nahiz eta aroa ezin txarragoa izan, goizeko 9etatik goiti, jendea trumilka etorri zen ezker paretan zeuden elkarteen ezagutzeko eta Denen Etxean iragaiten ziren solasaldien entzuteko. Hor ohartu ginen bazela elgar ezagutze eta jakitate gose bat gaitza, eta gose horren asetzen segitu behar genuela.

Enb.: Nolako segida eman zenuten?

T. L.: Lehenik Euskal Ondarearen batzordea xutik eman genuen, 1994ko urte hastapenean, eta ondoko betebeharrak eman genizkion:

- Lokarri izatea, Ipar Euskal Herri honetan ondarearen ikerkuntza, geriza eta hedapen sailetan ari diren sektoreen arteko lokarria, ondare politika koherente baten aldeko lokarri ezinbertezkoa.

- Aholkulari izatea, ondare naturalari eta kulturalari lotu arazo batzuk aztertuz eta iritzi bat emanez.

Batzorde honetako 15 pertsonen kompetentzia ezagunak badiutze ondarearen sail batean: euskara, historia, arkeologia, etnologia, ondare naturala, itsas-ondarea, arteak, ondare hezkuntza, erakustokigintza... Eta urtean lau aldiz biltzen gira, batzorde honen kudeatzea ene gain dela.

Bigarrenekorik, erabaki genuen Ondarearen Egunak erregulariki antolatu behar genituela, bi urtetarik bederen. 1992an hasirik 2005a arte, hanbat gai interesgarri jorratu ditugu egun horiei esker: Euskal Herriko arkitekturak (1994 - Irisarri), euskara (1996 - Irisarri), euskaltasuna eta gazteak (1998 - Irisarri-Baiona), ondarea eta tokiko garapena (1999 - Donibane-Garazi), natura eta kultura (2000 - Angelu-Arbailak), elkarteak eta ondarea (2001 - Bidarte), nortasuna eta lurraldea (2002 - Angelu), hizkuntzak eta genetika (2003 - Baiona), oroimenaren transmisioa (2004 - Irisarri), nortasuna kultura

“Ohartu ginen bazela elgar ezagutze eta jakitate gose bat gaitza, eta gose horren asetzen segitu behar genuela.”

“Euskal Herrian, ondarea eta kulturaren arteko bidea frango laburra da: kultura bizi batean murgilduak gira, kultura hori ondareak du elikatzen, baina laster, bera ere, ondare bilakatzen da.”

askotako gizarte batean (2005 - Baiona-Uztaritze).

Enb.: Zendako gelditu zenuten egun horien antolakuntza eta nondik nora doa gaur zure animazio lana?

LA première mission qui me fut confiée, lorsque j'ai intégré l'Institut culturel basque en 1992, fut de rédiger un guide du patrimoine. L'objectif de ce guide était de recenser, pour les faire connaître, les acteurs et outils œuvrant dans la préservation, la recherche et la valorisation du patrimoine: associations, structures officielles, personnes ressources, centres de recherche, archives, bibliothèques, expositions, médias audiovisuels, référents culturels du Pays Basque Sud.

En rédigeant ce livre, je me suis rendu compte que tous ces acteurs et outils méritaient de se rencontrer. Ainsi naquit l'idée d'organiser une journée du patrimoine à Irisarri. La première eut lieu sous la pluie le 3 octobre 1992. En dépit du temps exécrable, la foule se pressa pour faire la connaissance des associations présentes au mur à gauche et écouter les conférences organisées à Denen Etxea. Il y avait une soif incroyable de rencontres et de connaissance, et il nous revenait de continuer à éteindre cette soif.

C'est ainsi que nous mîmes en place, en 1994, la commission permanente du patrimoine basque (15 membres), en lui assignant les objectifs suivants:

- Etre un organe de mise en commun et de coordination des acteurs œuvrant dans la conservation, la recherche et la diffusion du patrimoine,

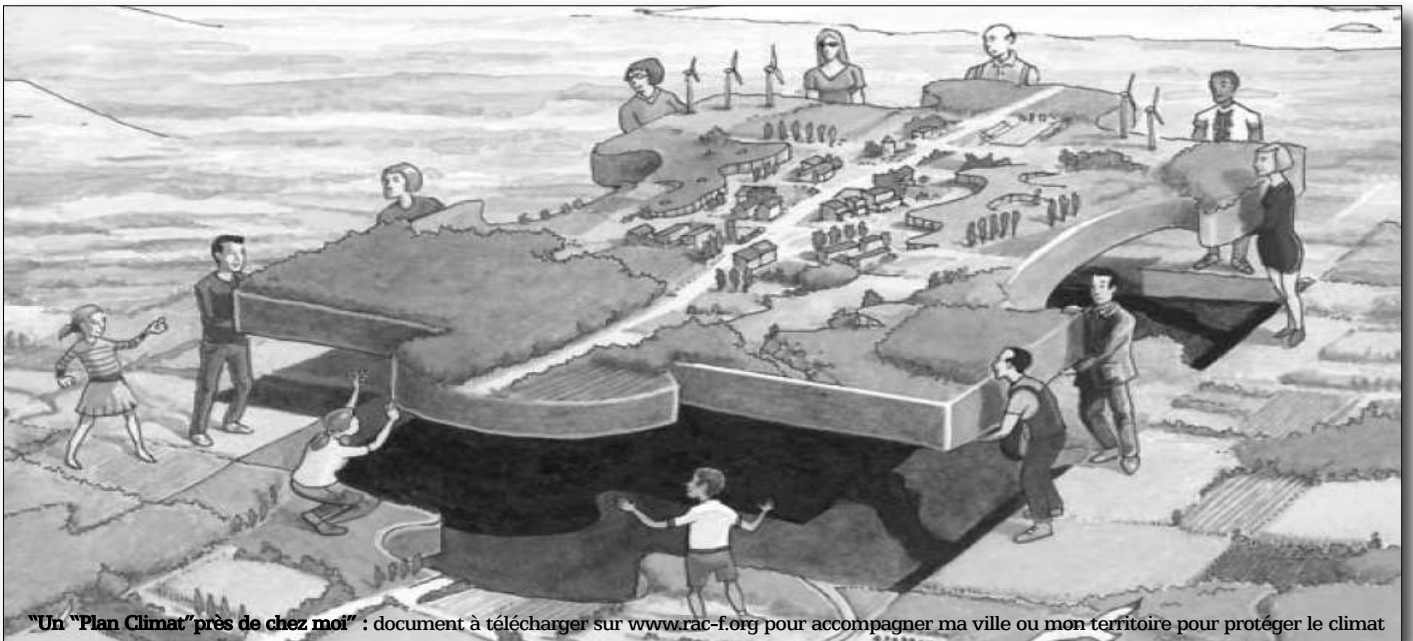
- Etre une commission consultative pouvant à tout moment apporter sa réflexion et des propositions d'actions sur des questions touchant au patrimoine culturel et naturel du Pays Basque.

[...]



Terexa Lekunberri

Impliquons nos villes et nos territoires



Combattre le changement climatique et entamer la transition énergétique, est-ce possible ici et maintenant ?
A une semaine de son Week-End de formation au Pays Basque, Marion Richard, chargée de mission Climat et Territoires au RAC répond aux questions d'Alda!
Une bonne occasion de voir ce que peuvent faire une commune ou une communauté de communes avec l'arsenal législatif et administratif, et les contraintes budgétaires actuelles. Ou de découvrir les politiques et actions concrètes qu'ont ces collectivités pour réduire leurs gaz à effet de serre et leur dépendance aux énergies fossiles et fissiles.

Est-ce qu'il y a une vraie prise en compte réelle et locale du changement climatique d'origine humaine ?

D'une part, les négociations internationales sur le climat menées dans le cadre de l'ONU patinent. Elles sont nécessaires, mais l'urgence climatique est telle que l'on ne peut se permettre qu'elles avancent pour agir à tous les autres niveaux et notamment à niveau local.

Par ailleurs, bien des territoires s'emparent aujourd'hui des enjeux climatiques et énergétiques, et s'engagent même à aller plus loin que les objectifs climatiques de la France ou de l'Union Européenne : c'est le cas de toutes les collectivités signataires de la convention des Maires (141 en France en décembre dernier), mais aussi du mouvement des territoires à énergie positive.

Le rôle du citoyen est essentiel pour faire avancer son territoire – pour en savoir plus, lisez la dernière plaquette du RAC-F «Un Plan Climat près de chez moi», téléchargeable sur notre site Internet www.rac-f.org

▼

*"Aldaketa klimatiko
eta trantsizio energetikoaren
erronka hain handiak dira
non, herritar, kontsumitzaile,
podere publiko,
enpresa, elkarte,...
hots aktore guzien
parte hartzea galdatzen duten!
Maila eta herri guzietan!"*

**Souvent on entend,
"A quoi bon se mobiliser
localement ?**

**Quand bien même on changerait
nos habitudes, cela n'aura aucun effet
sur le réchauffement global
(les habitants de l'hexagone
étant 1% de l'humanité...
et produisant 2% des émissions
des gaz à effet de serre !").
Comment lutter contre cet esprit
fataliste/défaitiste ?**

En se disant que l'enjeu est tellement immense qu'il nécessite une implication de tous les acteurs (citoyens/consommateurs, pouvoirs publics, entreprises, associations...), à tous les niveaux, dans tous les pays.

Sinon, on se renvoie la balle continuellement entre l'Union Européenne, l'Inde et la Chine, les Etats-Unis et on joue à qui bougera en dernier.

Il est toujours possible de tirer la société vers le bas, de regarder le moins-disant et ce sur le changement climatique comme sur le reste – ça n'a jamais fait avancer les choses, bien au contraire.



Marion Richard

Pouvez-vous nous donner quelques exemples de ce que peuvent faire une commune ou une communauté de communes avec l'arsenal législatif et administratif, et les contraintes budgétaires actuelles... pour réduire leurs émissions de gaz à effet de serre et leur dépendance aux énergies fossiles et fissiles ?

Elles peuvent déjà prendre en compte le climat et l'énergie dans leur document d'urbanisme (PLU) et dans les opérations d'urbanisme qu'elles mènent, car les choix urbanistiques surdéterminent les consommations d'énergie (mobilité et bâtiment).

Mais c'est aussi développer la marche et le vélo, et travailler avec les autres échelons territoriaux pour développement ou améliorer les transports collectifs, le covoiturage...

En matière de bâtiments, elles doivent réhabiliter leur propre patrimoine – ce qui leur reviendra moins cher en consommation d'énergie, au bout du compte, mais elles peuvent aussi inciter les habitants à faire de même, par exemple via de l'accompagnement technique et financier.

Et puis développer les circuits courts en s'appuyant sur la restauration collective, et bien d'autres choses encore !

Vous avez mis en place le "Climat Pratic"... un outil au service des Communes et Communautés de Communes qui veulent lutter contre le changement climatique et travailler à la transition énergétique. Pouvez-vous nous présenter le pourquoi de ce "Climat Pratic" ? Quel public il vise... et quel public lui reste-il à atteindre?

Nous avons créé cet outil, avec l'ADEME, ETD et le CLER, pour les petites collectivités et territoires ruraux – sachant qu'il séduit aussi des collectivités de taille plus importante !

L'idée de base était de fournir à ces territoires un outil d'aide à l'élaboration d'une politique climat-énergie adaptée à leurs besoins. Il s'agit d'un tableur, accompagné de fiches explicatives, qui guident le territoire pas-à-pas dans une quinzaine de thématiques en lien avec le climat et l'énergie : l'Urbanisme et aménagement ; la mobilité ; l'énergie ; les bâtiments, l'agriculture ; les forêts ; la consommation éco-responsable ; les déchets ; le tourisme, l'économie ; les risques climatiques et écologiques ; les espaces verts ; etc.

Nous avons lancé cet outil – téléchargeable gratuitement sur le site www.climat-pratic.fr – il y a un peu plus d'un an.

Il est déjà utilisé par plusieurs territoires mais nous sommes encore dans la phase de diffusion !

La plupart des mesures écologiques sont taxées d'anti-sociales... Pouvez-vous nous dire/présenter comment utiliser l'indispensable transition écologique pour améliorer la justice sociale et protéger les populations les plus vulnérables ?

Agir aujourd'hui, dans son territoire, c'est «garder l'argent de l'énergie à la maison».

Aujourd'hui, une partie très importantes des dépenses énergétiques part vers l'étranger ou vers des entreprises qui ont une préoccupation bien plus nationale et internationale que locale / régionale.

Le fait de mener des travaux d'économies d'énergie et de développer les énergies renouvelables et locales permet à la fois de créer des emplois locaux et de valoriser des ressources locales.

Par ailleurs, cela contribue à lutter contre la précarité énergétique des ménages, c'est-à-dire le fait qu'ils ont du mal à payer leurs factures d'énergie, mais aussi leurs frais de carburant.

Avec la montée irrémédiable des prix de l'énergie, c'est un devoir des pouvoirs publics – Etat et collectivités – que de développer des politiques de réduction de la consommation d'énergie et de développement d'alternatives.

Enfin, bien des actions comportent des co-bénéfices en matière de santé : développer la marche et le vélo plutôt que la voiture, par exemple !

7 MESURES CLÉS POUR ENGAGER LA FRANCE DANS LA TRANSITION ÉNERGÉTIQUE

Electons 2012

réseau action climat France

Vendredi 1er février (20h30)
Samedi 2 février (9h30 - 18h30)
à la Fondation Manu Robles-Arangiz 20 rue des Cordeliers à Bayonne

FORMATION
Combattre le changement climatique, et entamer la transition énergétique
LES ALTERNATIVES MUNICIPALES CONCRETES

Formation animée par
Marion Richard
chargée de mission Climat et Territoires au Réseau Action Climat - France

Renseignements et inscriptions indispensables au 06 14 99 58 79 ou à info@bizimugi.eu

Organisé par Bizi ! et la Fondation Manu Robles-Arangiz Institutuak antolatuturik.

bizi! MANU ROBLES-ARANGIZ INSTITUTUA

www.bizimugi.eu www.mrafundazioa.org

Mugarik gabe kontsumitzeaz

Teukzomen

Urte guzietan, neguarekin bestak heldu dira hara: Noël, Eguberri, Epifania, jiten dira etxetara. Opari polit eta aintzak egiteko ze parada! Beharrezkoa ote den hori, bere buruan nork galda? Baina hasteko ezaguneri zerbait eskaini BEHAR da.

Ikazkin bat ta bere astoa: Olentzeroren kondaira. Gure herriko ipuin eder bat hori ezin eztabaida. Baina oparien ta kontsumoaren gaia ekartzen du mahaira Mito fantasi ipuin mundura ez gaitetzen denak aira! Baina jendea mundu horretan bizitzeko ere gai da.

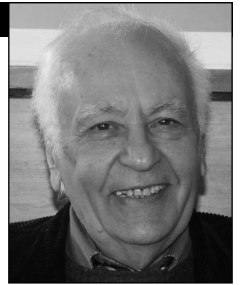
Herri "garatu" guzietan da opariena ezagun. Barbie eta Ken, frantses luxua, gastatzaile ta dirudun. Beti diogu: ezberdin gira, zapaldu eta euskaldun! Baina guziak berdinak gira, hemen argitu dezagun: Mugarik gabe kontsumitzea dugu puntu amankomun.

Kontsumoaren sinbolo gisa Eguberri da horrela. Baina hameka parada dira husteko gure sakela. Soldes-ak bi aldiz; denden arteko prezio apalen gerla Udan turistez inbaditurik lepoko, jantzi ta perla Bai problema da urte osoa eguberri handi bat dela!

Deskontsumoa manera batez edo bestez da hasiko Lehenik edonor izan behar da erostearekin kritikiko Gero kontsumo sinbolo batzu atakatu eta kito: Papa Noelak behar ditugu bere Coca Colan ito Ta Olentzero bere ikatzetan erre dadila betiko!

GILBERT DALGALIAN

Docteur en linguistique



"Nous réinventer !"

La crise est totale : économique, sociale, environnementale, démocratique. La planète se réchauffe, les glaciers fondent, le progrès ne profite qu'à une infime minorité, mais on continue comme avant ; les acquis sociaux, éducatifs et de santé sont saccagés, la finance impose sa loi d'airain et les politiques s'alignent. Les peuples vivent un marasme sans nom.

Jamais les crises n'ont été aussi nombreuses et aussi diverses.

Potentialisation mutuelle des crises

En plus, les crises se potentialisent les unes les autres ! Une crise climatique va forcément se répercuter sur l'économie, et donc sur le social...

Quand on a une crise économique, l'environnement est négligé...

Ainsi, les crises se multiplient par un effet boule de neige... On peut ajouter comme exemple la crise alimentaire ou la crise énergétique qui pointe son nez.

Crise de civilisation

C'est donc une crise de civilisation. De cette civilisation formée, mûrie dans les structures du marché capitaliste. Mais civilisation bientôt obsolète par les effets désastreux du capitalisme lui-même.

L'utopie devient nécessité

Est-ce toujours après une crise gravissime que l'utopie devient nécessité ? Et que l'impossible devient le chemin de la survie ? Non !

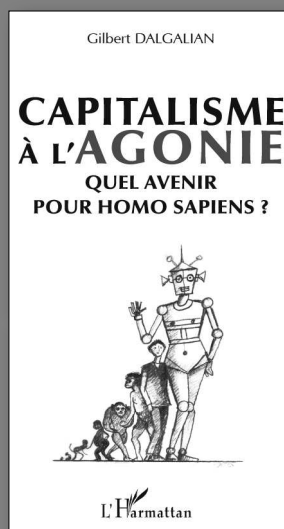
Quand l'environnement réel nous menace, il modifie nos représentations intellectuelles, nos réseaux neuronaux. Nous ne nous corrigeons pas, nous changeons, contraints et forcés. Mais quelles émotions !

Sapiens Solidaris Responsabilis

Si les chemins d'une démocratie rénovée se découvrent toujours en situation de crise, il n'est peut-être pas indispensable que celle-ci atteigne des sommets cataclysmiques.

Pour faire l'économie de la catastrophe et du traumatisme à répétition, il y a un prix à payer, un effort à fournir : réinventer notre liberté de neuf ! Plutôt que de nous massifier en une foule de robots serviles, nous pouvons nous réinventer en un *Sapiens Solidaris Responsabilis*. La crise généralisée nous y incite par mille signaux.

L'horizon du sursaut, face au cycle de cataclysmes qui nous pend au nez, ne peut se dessiner que dans un exercice collectif de lucidité et de responsabilité. Cela s'appelle la démocratie autogestionnaire.



Capitalisme à l'Agonie, aux Editions L'Harmattan

ISBN : 978-2-296-56974-4 • avril 2012 • 172 pages- Prix : 16,50 €

Vidéo de présentation : <http://youtu.be/vhQpuJ4G7tI>

Gilbert Dalgalian a été enseignant à Paris, Calcutta, Berlin, Zurich, Munich, Nancy, au Sénégal et en Côte d'Ivoire.

Spécialiste de l'ingénierie éducative et de l'apprentissage précoce des langues, Gilbert Dalgalian est très impliqué sur la question des langues régionales.

Il a participé à l'ouvrage collectif «*Autogestion : hier, aujourd'hui, demain*». C'est aussi l'auteur de «*L'apprentissage et l'enseignement des langues dans le contexte des villes jumelées*» (Conseil De L'europe, 2004), de «*Pour un Nouvel enseignement des langues - Et une nouvelle formation des enseignants*» avec François Weiss et Simonne Lieutaud, (Fernand Nathan 1991); de «*Enfances Plurilingues - Témoignage Pour Une Éducation Bilingue Et Plurilingue*» (L'harmattan, 2000), de et de «*Reconstruire l'éducation - Ou le désir d'apprendre*», (Editions Du Temps, 2007.

Climat Pratic

Climat Pratic est un outil d'aide à l'élaboration et à la mise en place d'une politique «climat énergie» ou d'un Plan Climat Energie Territorial (PCET). Destiné aux communes et intercommunalités de moins de 50 000 habitants, aux pays et aux PNR, il permet de les guider pas à pas pour définir rapidement un programme d'actions «climat énergie» adapté à leur territoire.

Mis à disposition avec des droits ouverts et téléchargeable gratuitement depuis le site Internet www.climat-pratic.fr, Climat Pratic est un outil souple et adapté à toutes les situations locales. Il se compose d'un tableau facile à utiliser (pas besoin d'assistance) comprenant une quinzaine d'onglets et de fiches explicatives qui permettent de compléter le tableau et surtout d'aller plus loin...

Climat Pratic a été réalisé par le Réseau Action Climat-France, l'ADEME, Etd et le CLER et expérimenté pendant 6 mois sur 10 territoires pilotes.

De quoi se compose-t-il ?

- Un tableau de progression composé de :

2 onglets transversaux :

- Stratégie et formation
- Sensibilisation et communication

13 onglets sectoriels

Le format flexible du tableau, permet de le modifier en fonction des enjeux locaux.



- Des fiches explicatives précisent, pour chacune des cases du tableau :

L'explication de l'action, Les éléments de méthode, Des exemples, Des outils et références, Des indicateurs

- Un guide de l'utilisateur ainsi qu'un didacticiel permettent la prise en main rapide de Climat Pratic.

- Un support informatique permet de présenter rapidement l'outil aux élus.

Comment utiliser Climat Pratic ?

Pour chaque champ d'action, les questions à se poser portent sur :

- Les marges de manœuvre du territoire :

- Avez-vous la compétence requise ?
- Quelle est la complémentarité avec d'autres échelles territoriales ?
- Quelle est votre sphère d'influence ?

- Le bilan de ce qui a été fait :

- Quelles sont les actions réalisées ?
- Avec quels résultats ?

- Ce qui est envisagé par la suite :

- Quelle est l'étape suivante ?
- Quelles sont les actions à prévoir sur le long terme ?

Quels sont les bénéfices attendus ?

- Une sensibilisation des parties prenantes (élus, acteurs socio-économiques et associatifs, habitants,...) aux enjeux climat énergie.

- Les bases d'un pilotage transversal de la politique climat énergie.

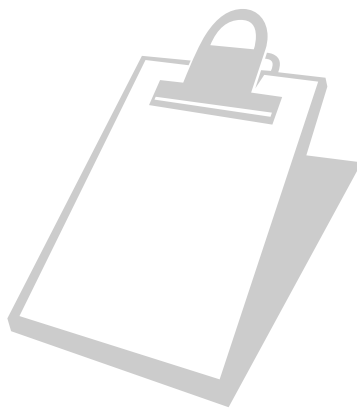
- Un bilan de la politique et des actions climat énergie mises en œuvre.

- Les objectifs attendus et une stratégie de moyen terme.

- Les prochaines actions à mettre en œuvre.



Agenda de la Fondation



Alda!ren bloga :
www.mrafundazioa-alda.org

ALTERNATIVES MUNICIPALES CONCRETES : combattre le changement climatique et entamer la transition énergétique

Vendredi 1^{er} février à 20h30 : *Climat Pratic Un outil au service des communes et communautés de Communes qui veulent lutter contre le changement climatique et travailler à la transition énergétique*

Samedi 2 février 9h30/13h00 – 14h30 / 18h30 (repas à 13h00) : *Une vraie stratégie d'action*. Les exemples d'actions concrètes dans les domaines suivants : Urbanisme et aménagement ; les transports et déplacements ; la gestion, la production et la distribution de l'énergie ; les bâtiments ;

l'agriculture ; les forêts ; la consommation éco-responsable ; les déchets ; le tourisme ; l'économie ; les risques climatiques et écologiques ; les espaces verts ; etc.

Formation animée par Marion Richard, chargée de mission Climat et Territoires au Réseau Action Climat – France (RAC-F) : www.rac-f.org

Formation gratuite (repas à 11 €), au 20, rue des Cordeliers dans le Petit Bayonne, organisée par Bizi! et la Fondation Manu Robles-Arangiz .

Renseignements et inscriptions (indispensables) au 06 14 99 58 79 ou à info@bizimugi.eu



Fondation Manu Robles-Arangiz Institutua
20, Cordeliers karrika
64100 BAIONA
☎ + 33 (0)5 59 59 33 23
www.mrafundazioa.org

Zuzendaria
Dani Gomez
Ipar Euskal Herriko arduraduna
Txetx Etcheverry
Alda!ren koordinatzailea
Xabier Harlouchet



T. L.: Ondarearen surbalorazio bat bada gaur. Estatuaren ganik: babespen neurri ainitz, babestu monumentu eta edergune ainitz, babestekoak diren beste hainbertze. Bai eta ere tokiko erakunde, herriko etxe, herri elkargo eta pertsonen ganik: programa ezin ederragoak han eta hemen ondarearen egunen kari (hortako EKE-k ez du gehiago deus antolatzen asteburu horretan), monumentu zaharberritze, hots ondarea erabilia da, ontza edo gaizki, eta batzutan zinezko industria bilakatzen da.

Surbalorazio horrek, nahi ala ez, Estadoaren legitimitatea azkartzen du eta, arabera, gu bezalako elkarte berezi batzuen men-dratzen. Berezia diot, EKE-k estatutu pribatua baitu (1901 legepeko elkarte), baina finantziamentu publikoa. Eta biderdi hortan dago, batzuk eta besten zangoak ez leher-tu nahiz.

Ondarearen batzordea berriz aipatzeko, hastapenetik jakinarazi zuen ez zuela ez ondare elkarte, ez instituzio ofizialen tokia hartuko... Denen tokia errespetatu nahiz, berak ondare mailan Iparraldean ukan zeza-keen tokia ez du aski finkatu.

Bere indarra aholkularitzan oinarrituz (commission consultative), pentsatu du zara-matzen hausnarketek (bi gogoeta publikoki agertarazi ditu, bat 1994an museogintzari buruz, bestea 2003an ondarearen kontser-

Le patrimoine se compose d'éléments culturels et naturels, matériels ou immatériels, qui fondent et bordent notre identité. Ces éléments intègrent les monuments, bien entendu, mais aussi les savoirs liés au geste ou à la parole, les pratiques sociales, la production artistique, les paysages, les écosystèmes, la faune, la flore, les richesses de la terre et du sous-sol etc. Ce patrimoine à la fois nous rapproche et nous différencie des autres.

En Pays Basque, la spécificité du patrimoine repose, à mon avis, sur deux éléments. En premier lieu, la priorité donnée au patrimoine immatériel: l'oralité, les pratiques sociales, la création artistique. Ensuite, l'imbrication très forte de ce patrimoine immatériel à notre quotidien. Le lien entre patrimoine et culture est parfois ténu: nous baignons dans une culture vivante et nourrie de patrimoine, qui rapidement devient patrimoine à son tour pour alimenter la création. C'est «*le retour éternel*», un cycle de récurrence qui se renouvelle très vite, tellement vite que la frontière entre patrimoine et culture en devient difficile à distinguer. La culture n'est rien d'autre qu'une partie de patrimoine que nous décidons, choisissons de nous approprier, un «*morceau*» de tradition dont nous nous sentons héritiers et qui nous donne envie d'inventer et de créer. Il y a au Pays Basque cette capacité active à «*recycler*» quotidiennement du patrimoine et là réside de le secret de notre vitalité.

Le Basque ne manifeste pas son attachement au patrimoine puisqu'il le vit dans sa chair. Méfions-nous du jour où il ressentirait ce besoin, c'est qu'il aurait perdu tout le reste.

Terexa Lekunberri



bazioaz Ipar Euskal Herrian), pizu eta oihar-zun ukan zezakeetela Iparraldeko aktore eta hautetsien gan. Baina ez da holakorik gertatu.

Bere boza entzunarazteko, ondarearen batzordeak indar eta askatasun gehiagorekin jo beharko du eta zubiak eraiki, kulturza-leekin bereziki.

Enb.: Zure lana ez da bakarrik ondare munduaren animazioan mugatzen...

T. L.: Ez, beste bi sail daramatzat ere. Bat ondareari buruzko sensibilizazioari lotua (gaiari eta publikoari egokitu interbentzioak), bestea ahozko ondareari. Euskal kultur erakundea adinetako jendeen lekukotasunen biltzen, lantzen eta publiko zabalari ezagutarazten hasi zen 2007an, eta 170 elgarrizketa filmatuak ditu gaur egun Ipar Euskal Herrian zehar.

Lekukotasun horiek ikus eta entzungai dira Baionako artxibo gunean (osoki), bai eta ere EKE-ren atarian (zatiak). Bestalde, ahozko-tasunaz ari baigira, gogoeta orokor bat abiatuko du aurten EKE-k ondare ez materialari buruz eta honen gibelean dauden praktika, irudikapen eta errepresentazio guzietan buruz. Euskal nortasunaren eta oroimenaren aztertzeo parada ederra ukanen dugu hor...

Enb.: Zer da zuretzat ondarea eta euskal ondarearen berezitasuna?

T. L.: Ondarea gure nortasuna oinarritzen eta zedarrizten duten elementu kulturalak eta naturalez, materialez edo ez materialez osatua da. Hortan sartzen dira monumentuak bixandena, baina ere jestuari edo hitzari lotu jakitateak, praktika sozialak, ekoizpen artistikoak, bazterrak, ekosistemak, animaliak, landaretza, lurraren eta lurpeko aberastasun guzietan. Ondare horrek gaitu denbora berean bestetarik hurbiltzen eta bereizten...

Zerk egiten duen hain xuxen Euskal Herriko ondarearen berezitasuna? Bi elementuek ene ustez. Lehen lehenik ondare ez materialari ematen diogun lehentasuna (ahozkotasuna, praktika sozialak, sorkuntza artistikoa). Bigarrenetik ondare honek gaurkotatzen duen eraginak.

Euskal Herrian, ondarea eta kulturaren ar-

teko bidea frango laburra da: kultura bizi batean murgilduak gira, kultura hori ondareak du elikatzen, baina laster, bera ere, ondare bilakatzen da, sorkuntza hazten du etabar. Etengabeko ziklo batean gira eta ziklo hori fite itzulikatzen da, hain fite non ondarea eta kulturaren arteko muga ez den beti argia: kultura ondare zati bat da, egunero gureganatzea erabakitzen dugun ondare zatia. Hortan da, nik uste, euskaldunon berezitasuna eta aberastasuna, ondarea egunero «*berziklatzeko*» dugun gaitasun aktibo hortan. Euskaldunak kulturari ematen dio lehentasuna, eta ez ondareari. Ondarekiko atxikimendu handiegia agertuko duenean, seinale txarra izanen da, euskal kultura hil zorian delako seinalea.

Enb.: Euskaldunek eta hemengo biztanleek orokorki nola ikusten dute ondarea?

T. L.: Hortan da gure herriaren kontradizioa. Interes handia pizten duen ondareak mesfidantza ere sor dezake. Euskaltzaleek ez dute hain kartsuki bizi duten kultura hori berinapean ikusi nahi. Eta gutti gurutzatzen dira ondarearen militanteekin: berek, euskara eta euskal kultura errotik bizitzen dituzte ondarea guttietsiz; besteek ondarea miresten eta ikertzen dute euskara eta euskal izaitea urrunagotik ikusiz.

Aspaldian oposizio hortan kokaturik gaude. Hea eskolak ondarearekiko harreman berri baten sortzen lagun dezakeen.





Ondarearen gaurkotasuna



Enb.: Ondarea beharrezkoa zaukuia?

T. L.: Bere iragana ezagutzen ez duenak ezin du geroa aurreikusi. Ondarea da arbasoek uzten digutena, kultura da altxor hortaz egiten duguna, eta nortasuna ondarea eta kulturaren arteko harreman hortan eraikitzen da. Michel Cahen-ek dion bezala «*L'identité est une confrontation entre ce que nous vivons aujourd'hui et le souvenir culturel que nous avons du passé*». Ondarea gure parte bat da.

Enb.: Zein da ondare mailan senditzen duzun behar handiena?

T. L.: Lehenik, ondarearekiko ezagutza garatzea. Hoin kartsuki bizi dugun kultura horretaz zer dakigu? Usu, gu euskaltzaleak lehenak gira, jakin gabeen edo alferkeriaz, estereotipoak zabaltzen ditugunak. Beraz mito faltsuak behin betikotz suntsitu ditzagun eta sudurra sar gure herriaren zinezko historian. Horrela ditugu ondarearen eta kulturaren arteko munduak gurutzaraziko, hau baita senditzen dudana bigarren behar handi bat.

Azkenik, ondarearen arloan ari diren partaide publiko guzien elkarlana beharrezkoa da, ondare politika amankomun bat adosteko. Mementoan bakoitza bere berri da eta hori biziki kaltegarria da koherentzia bat lortzeko.

Enb.: Ondarea eta kultura beraz, zuk diozunaz, hain hurbil eta hain urrun?

T. L.: Bai eskuz esku dabilta, ezkontza hori, berez, organikoa baita. Baina guk dugu, euskaldunek, parezkatze hori ez hainbeste onartzen. Iduritzen baitzaigu horren onartzea gure herriaren fosilizatzea dela. Bizkitartean, ondarea eta kultura, biak, guhaurek ditugu fabrikatzen.

Maddi Sarasua, bertsolari gaztea, ondare eta kultura munduen gurutzatzaile



Udalbiltza

Euskal Herri osoko 1.201 herri hautetsik, 143 auzapezek eta 319 herriko etxek bat egin dute Udalbiltza berriz osatzeko prozesuarekin. Heldu diren urteetako lehenetasunak aurkeztu dituzte Donostian.

UDALBILTZA berriz osatzeko prozesuaz arduratu den talde sustatzaileak agerraldia egin du Donostian joan den astean. Iratxe Lopez de Aberasturi Gasteizko hautetsiak azaldu duenez, jadanik Euskal Herri osoko 1.201 herri hautetsik, 143 auzapezek eta 319 herriko etxek bat egin dute Udalbiltza berriz osatzeko prozesuarekin. Aintzinetik egin lana aipatu dute agerraldian zeuden hautetsiek: Udalbiltzak egun dituen "bi espresioak" bateratzeko egokitasuna, Udalbiltzak etorkizunean jorratu behar dituen gaiak, lehenetasuneko lan ildoak, antolatze sistema eta zuzendaritza aukeratzeko prozedura, besteak beste.

Aste batez ehunetik gora erantzun jaso dituztela jakinarazi du Aberasturik. Martxoaren 2tik aintzina lanean hasiko da berriz ere Udalbiltza. Egun hortan eginen dute Batzar Eratzailea, Donostiako Viktoria Eugenia antzokian. Hor datozen urteetako lehenetasunak aurkeztuko dituzte, eta Udalbiltza zuzenduko duen talde eragilea izendatuko dute. "Euskal Herria aintzat hartzen duten herri hautetsi guztiak" deituak dira parte hartzera.



Hori dela eta, ekarpenak helarazteko epea urtarila ondarra arte luzatzea erabaki dute la adierazi dute, proposamenak udalbiltza@udalbiltza2012.net helbidera igorritz. Horrekin batera, talde sustatzaileak azpimarratu du "Udalbiltzaren ateak" idekirik jarraitzen duela eta nazio mailako gizarte eragileekin biltzeko eskaerak ugaritu egin direla. Atxikimendua emateko: <http://udalbiltza2012.net>.

Izan

Izan, un collectif abertzale au tournant des années 1980.

Conférence de Jean-Claude Larronde à Espelette, salle du Patronage samedi 2 février 2013 à 10h

De 1979 à 1983, un groupe abertzale dénommé Izan mit en avant cinq chantiers-phares:

- la revendication institutionnelle: un département Pays Basque doté d'un statut de la langue et de la culture basques.
- la présence abertzale aux élections municipales en Iparralde.
- le développement économique: le plan 1.500 emplois; la naissance de l'association Hemen et de la Société anonyme Herrikoa.
- les échanges transfrontaliers: le jumelage populaire Bayonne-Pampelune et la création de l'association Iruña.
- au niveau culturel: Ereileak, fédération des artistes, intellectuels et animateurs culturels basques.

Les idées qu'Izan a lancées, les questions

qu'il a soulevées, les débats qu'il a suscités et peut-être surtout la méthode qu'il a employée sont d'une brûlante actualité et se retrouvent au cœur des problématiques de la société basque d'aujourd'hui.

Cette conférence sera suivie d'un débat en présence de:

- Jakes Abeberry, animateur d'Izan sur le plan politique,
- Michel Berger, premier président de l'Association des élus pour un département Pays Basque,
- Ande Darraidou, premier président de l'Association Hemen,
- Patxi Noblia, animateur d'Izan sur le plan économique et premier président de la Société anonyme Herrikoa.

Un repas sera organisé à 13 heures au restaurant Euzkadi d'Espelette. Prix: 25€. S'inscrire pour le jeudi 31 janvier 2013, dernier délai à:

Eusko Ikaskuntza, 51 quai Jauréguiberry à Bayonne. Tel: 05 59 59 82 90. Courriel: baiona@eusko-ikaskuntza.org



Martinen kronika



La France des ténèbres

LE projet de loi portant sur le mariage pour tous et toutes déchaîne des passions et des propos que l'on espérait enfouis une fois pour toutes dans les limbes de l'Histoire. On ne ment pas aux enfants répètent à l'envie les opposants à ce droit nouveau, et pour le démontrer, ils mentent eux outrageusement sur les nouvelles dispositions du code civil. On supprimera des textes toute référence aux pères et mères pour adopter la terminologie de «parent 1 & parent 2»... L'arnaque n'effraie pas ces zéloteurs de la morale chrétienne, et dans le Manifeste publié par Barjot et consorts, c'est un plaidoyer vibrant en faveur de la famille, porteuse d'une «humanité durable»... (sic).

L'homosexualité serait donc, de facto, hors humanité, et sous les propos les plus rigoureusement policés suinte une homophobie rampante qui fait froid dans le dos. Le spectacle est pénible car on tente de nous convaincre que seul ce contrat civil qu'est le mariage est au centre du débat, alors qu'en fait nous assistons à une vague homophobe profonde et que, ce faisant, c'est le principe républicain de l'égalité des droits qui est ici malmené.

Et cela rappelle bien des choses: l'obtention du droit de vote des femmes par exemple. Les mêmes forces obscurantistes ont été à la manœuvre au début du siècle dernier et leurs propos ne sont pas sans faire écho aux idioties sur le «bouleversement anthropologique» que nous entendons aujourd'hui.

Ce droit de vote devait selon les sénateurs

de l'époque, entraîner «la destruction de la famille, miner l'autorité du mari, nuire à la virilité du parlement, poser problème pour le vote du budget de la défense, provoquer querelles dans les couples et les villages, faire battre les républicains par les cléricaux, mettre la politique sous la coupe des sentiments...»! C'était hier, c'est aujourd'hui! Le phallocentrisme exacerbé rejoint, et ce n'est pas un hasard, la détestation pour ne pas dire la haine du fait homosexuel. Les fondements de la pensée sont les mêmes: détruisons ce qui est différent au nom de «notre culture judéo-chrétienne» et pour cela agissons peurs, fantasmes et mensonges!

Au siècle dernier, la France «des Lumières», s'est ridiculisée en octroyant le droit de vote aux femmes le 21 avril 1944, la France de 2012 prend le même chemin. C'est sous le regard incrédule d'une grande partie de l'Europe que nous recommençons les mêmes excès et nous sommes pathétiques. Portugal, Espagne, Belgique, Pays Bas... ont entériné le mariage entre personnes du même sexe et aucun séisme particulier n'a suivi cette décision.

Comme le souligne l'anthropologue Donnia Bouzar «il faudrait cesser de faire la morale au monde entier en se décrétant un modèle de sécularisation et de laïcité, tout en défendant une définition du rôle des hommes et des femmes issue des premiers discours chrétiens...». Oui, il serait grand temps que la religion libère l'espace public et que la France retrouve ses Lumières!

EHLG 8^e anniversaire



Preso

● **ANV out.** Le vieux parti abertzale ANV, né dans les années 30, interdit par Madrid en septembre 2008, ne ressuscitera pas. La Cour européenne de Strasbourg a, le 15 janvier, confirmé l'interdiction espagnole. ANV (Accion nacionalista vasca) avait été ranimée dans les années 90 pour faire partie de la coalition Herri Batasuna. Selon la loi des partis, le gouvernement espagnol, aurait considéré qu'il ne s'agissait que d'un mouvement

satellite d'ETA, donc coupable de complicité de terrorisme.

● **Arrêté au Brésil.** Nouvelle arrestation, cette fois au Brésil! Joseba Gotzon Vizan Gonzalez, 54 ans, considéré comme membre d'ETA, accusé d'un attentat commis en 1988, a été arrêté le 18 janvier à Rio de Janeiro, où il résidait depuis longtemps. Il est sous le coup d'un mandat d'arrêt international.



Le social-libéralisme à l'œuvre

● Jakes Bortayrou

Le sujet a quitté la une de l'actualité avec l'intervention française au Mali, la prise d'otages en Algérie ou les intempéries. Le 11 janvier dernier le MEDEF signait un Accord national interprofessionnel (ANI) avec trois syndicats (CFDT, CFTC et CGC) représentant seulement 38% des voix exprimées lors de dernières élections prud'homales dans l'Etat français. Qualifié d'historique par de nombreux commentateurs et défendu comme un modèle de relations sociales modernes par le gouvernement, il devrait être présenté au débat parlementaire dans les mois qui viennent. Ce même gouvernement socialiste a lancé une injonction aux députés et sénateurs de la majorité présidentielle (PS et EELV) afin qu'ils entérinent le texte en l'état.

La «sécurisation de l'emploi» serait donc l'objectif recherché. Comme souvent les mots sont là pour jeter un écran de fumée sur la réalité des faits. En l'occurrence seuls les profits sont sécurisés. Et l'on retrouve en filigrane dans cet accord l'esprit des réformes imposées par la funeste troïka (Banque centrale européenne, Commission européenne et FMI) en Grèce, en Italie ou en Espagne: baisse des salaires par la généralisation du chômage partiel en cas de baisse d'activité, sans indemnité de chômage, facilitation des mobilités forcées et des licenciements en cas de refus, prédominance de l'accord d'entreprise sur l'accord de branche et sur la loi. En bref une flexibilité accrue imposée au monde du travail. Particulièrement pernicieuse est la priorité donnée au contrat sur la loi. Cela peut paraître moderne, souple et pragmatique mais en ces temps de crise

et de chômage de masse, qui peut croire que le rapport de forces soit globalement favorable aux travailleurs face aux détenteurs du capital et plus concrètement, que dans chaque entreprise et particulièrement les plus petites ce ne sont pas les salariés qui en sortiront perdants? Les lois sociales, le code du travail, incarnations de nombreuses luttes passées représentent des garde-fous contre la logique du système capitaliste. Le contrat, l'accord d'entreprise entre «partenaires» sociaux de forces inégales va tirer vers le bas, d'abord les plus faibles, puis dégrader à terme la situation de tous. Ce dispositif de l'ANI (baisse de l'activité entraînant une baisse du temps de travail et du salaire) est une machine à fabriquer des travailleurs pauvres (déjà plus de 8 % des ouvriers et 10 % des employés dans l'Etat français), tendance lourde de la phase néolibérale du capitalisme. La recette appliquée en Allemagne, «modèle» dont on nous rebat les oreilles à longueur de JT, a fait ses preuves: le pourcentage de travailleurs pauvres a pratiquement doublé entre 2005 et 2010. Au niveau macro-économique, cela implique consommation plus faible, baisse d'activité et récession. Contradiction structurelle du capitalisme mise en exergue par la crise actuelle où l'avidité de chaque détenteur de capital à maximiser son profit limite les revenus du plus grand nombre, empêche donc à terme les produits de se vendre et la machine de fonctionner.

Autre point de cet ANI présenté comme une avancée, la couverture complémentaire de santé ne vient en fait que pallier aux reculs incessants des remboursements des dé-

“ Qui peut croire que le rapport de forces soit globalement favorable aux travailleurs face aux détenteurs du capital et plus concrètement, que dans chaque entreprise et particulièrement les plus petites ce ne sont pas les salariés qui en sortiront perdants? ”

penses courantes par la Sécurité sociale. Une avancée qui vient freiner un grand recul en somme. Et surtout un magot alléchant en perspective pour les compagnies d'assurance comme le décode Gérard Filoche en parlant de «contrats AXA». Le MEDEF a une conscience de classe très aiguisée et sait très bien pour qui et pour quoi il signe des accords.

Cet accord est symptomatique d'une politique, le social-libéralisme qui reste la ligne de conduite du gouvernement socialiste. Certes le PS n'est pas monolithique mais de Traité budgétaire européen entérinant l'austérité en «Pacte de compétitivité» accordant des cadeaux fiscaux au patronat, en passant par une loi bancaire bien loin des promesses de Hollande et qui permettra aux banques grosso-modo de continuer leur «business as usual», sans oublier les grands projets utiles uniquement aux grandes entreprises du BTP (LGV, NDDL, Lyon-Turin...), le fil rouge est devenu un câble!

Sur votre agenda

Urtarrila:

- **Samedi 26, 11h, BAIONA** (Place Lacarre). Baionan Kantuz.
- **Larunbata 26a, ar. 6.30, HENDAIA** (Mediateka). Literatur mintzaldia Ramon Saizarbitoria.
- **Larunbata 26a, DONOSTIA**. Bertso Eguna 2013.
- **Ortzeguna 31a, ar. 8.30, BAIONA** (Hor konpon). Jon Mirande idazlearen obra, pentsamendua eta poema kantatuak.



L'eusko: une monnaie locale basque, écologique et solidaire pour relocaliser et réorienter une partie de l'économie.

Samedi 26 janvier à 9h30

**assemblée générale de lancement de l'eusko à Ustaritz (Salle Lapurdi)
Venez nombreux(ses)!**

2013 sera l'année de l'eusko! C'est le moment d'adhérer à l'association Euskal Moneta: www.euskalmoneta.org/jadhere-kidetzen-naiz/

Sommaire

- **CAHIER N°1 ENBATA**
Terexa Lekunberri: ondarearen gaurkotasuna 4, 9 et 10
Udalbiltza 10
- **CAHIER N°2 «ALDA!»** quatre pages de 5 à 8

■ **Enbata**, hebdomadaire politique basque, 3 rue des Cordeliers, 64100 Bayonne. Tél.: 05 59 46 11 16 – Mail: enbata@wanadoo.fr

Abonnement d'un an: 60€

Responsable de la publication: Jakes Abeberry. **Dessins:** Etxebeltz.

Imprimerie du Labourd, ZI Saint-Etienne à Bayonne.

Commission paritaire n°0317 C 87190